



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.EIA/WG.1/2000/9
27 mars 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact
sur l'environnement dans un contexte transfrontière
Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement
(Deuxième réunion, 29-31 mai 2000)
(Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT DE L'ÉQUIPE SPÉCIALE DE L'EXAMEN
DU RESPECT DES OBLIGATIONS**

Présenté par la délégation du Royaume-Uni

Introduction

1. À leur première réunion, les Parties à la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière sont convenues que le plan de travail pour la mise en œuvre de la Convention au cours de la période 1998-2000 devrait comprendre un élément lignes directrices relatives au non-respect, activité qui serait entreprise par une équipe spéciale dirigée par le Royaume-Uni (ECE/MP.EIA/2, annexe VI, activité 5).
2. L'équipe spéciale s'est réunie à deux reprises à Londres, les 25 et 26 novembre 1999 et les 10 et 11 janvier 2000.
3. Elle a élaboré, à l'intention de la deuxième réunion du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement, un projet de décision portant création d'un comité d'application chargé d'examiner le respect, par les Parties, des obligations qu'elles ont contractées en vertu de la Convention d'Espoo. Ce projet est reproduit à l'annexe ci-après.

Principes

4. L'équipe spéciale a examiné la relation entre le mécanisme proposé pour examiner le respect des obligations et la procédure d'enquête prévue au paragraphe 7 de l'article 3 et à l'appendice IV de la Convention. Elle a estimé que rien n'empêchait un mécanisme d'examen de coexister avec une procédure d'enquête. Elle a été confortée dans cette opinion par la disposition, énoncée à la fin du paragraphe 7 de l'article 3, selon laquelle les Parties acceptent de recourir à des solutions autres que la procédure d'enquête pour régler la question de savoir si des activités données auront des impacts transfrontières préjudiciables importants. À partir de là, l'équipe spéciale a jugé qu'il ne serait pas nécessaire, pour le Comité d'application, d'examiner une question qui avait déjà fait l'objet d'une procédure d'enquête au titre du paragraphe 7 de l'article 3, de sorte que le paragraphe 14 de l'appendice du projet de décision exclut une telle redondance.

Notification

5. On a relevé que pratiquement tous les instruments dans le domaine de l'environnement prévoyaient la collecte de données sur la manière dont les Parties s'acquittent de leurs obligations. Les éléments ainsi recueillis alimentent les mécanismes d'examen. Plus les données sont détaillées, plus les mécanismes d'examen ont des chances d'être efficaces. La Convention d'Espoo est silencieuse sur les obligations en matière de notification.

6. Cependant, l'équipe spéciale a estimé qu'il serait utile de poursuivre les travaux sur les lignes directrices pour la communication d'informations apparaissant à l'annexe II du document ENVWA/WG.3/4, aux fins de renforcer le système de notification dans le cadre de la Convention d'Espoo. Il serait préférable de mener cette activité entre les deuxième et troisième réunions du Groupe de travail afin de permettre à ce dernier de formuler, à sa troisième réunion, des recommandations à l'intention de la deuxième réunion des Parties.

Conseils scientifiques et techniques

7. L'équipe spéciale a estimé qu'il serait important que le Comité d'application soit en mesure de solliciter des conseils scientifiques et techniques et que, faute d'un organe subsidiaire chargé d'examiner les questions scientifiques et techniques, le Comité procéderait cas par cas.

Participation du public à la procédure d'examen du respect des obligations

8. L'équipe spéciale a examiné la question de la participation du public à la procédure d'examen du respect des obligations. Elle est convenue que le préambule du projet de décision attirerait l'attention sur la possibilité d'une telle participation.

Ressources

9. Il serait peut-être utile que le Groupe de travail et la Réunion des Parties étudient les incidences financières des travaux du secrétariat.

Le projet de décision

10. Le texte du projet de décision est basé sur celui de la décision 1997/2 de l'Organe exécutif de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance concernant le Comité d'application, sa structure et ses fonctions et les procédures relatives à l'examen du respect des obligations. Il s'en écarte sur les principaux points suivants :

- Le préambule du projet attire l'attention sur le rôle du public et la nécessité d'une meilleure notification des données par les Parties, et le dispositif recommande de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer la procédure de notification en application de la Convention;
- Le paragraphe 3 de l'appendice énonce dans le détail les objectifs du Comité;
- Le paragraphe 6 de l'appendice donne au Comité la possibilité de prendre l'initiative;
- La consultation d'un organe technique ne fait plus partie des attributions du Comité (au titre du paragraphe 3), mais il appartient désormais à celui-ci de recueillir des informations (au titre du paragraphe 7 de l'appendice);
- Le Comité est tenu de consulter les Parties concernées au sujet des projets de rapports ou de recommandations (paragraphe 9 de l'appendice);
- En vertu du paragraphe 10 de l'appendice, le Comité présente ses rapports par l'entremise du secrétariat;
- Les paragraphes 13 et 14 de l'appendice précisent les relations entre la procédure d'examen d'une part et, d'autre part, la procédure d'enquête prévue au paragraphe 7 de l'article 3 et la procédure de règlement des différends prévue à l'article 15.

11. L'équipe spéciale a recommandé que le Groupe de travail finalise le projet de décision afin que les Parties en soient saisies à leur deuxième réunion.

Annexe

**DÉCISION II/... CONCERNANT L'EXAMEN
DU RESPECT DES OBLIGATIONS**

La Réunion des Parties,

Déterminée à promouvoir et à améliorer le respect des dispositions de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ("la Convention") et rappelant le paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention ainsi que la décision I/6,

Consciente de la nécessité, pour les Parties, de rendre rigoureusement compte de la façon dont elles respectent les dispositions de la Convention,

Ayant à l'esprit la possibilité, pour le public, de participer officieusement à la procédure d'examen du respect des obligations en communiquant au secrétariat ou à une Partie d'éventuelles réserves au sujet de la façon dont les Parties respectent les dispositions de la Convention, ou en prenant part en tant qu'observateur aux réunions des Parties,

1. Crée le Comité d'application qui sera chargé d'examiner le respect, par les Parties, des obligations qu'elles ont contractées en vertu de la Convention;
2. Décide que la structure et les fonctions du Comité d'application ainsi que les procédures d'examen du respect des obligations sont telles qu'elles sont énoncées à l'appendice de la présente décision;
3. Décide également que le Comité d'application ainsi que la structure, les fonctions et les procédures énoncées à l'appendice de la présente décision serviront à l'examen du respect des dispositions de tous futurs amendements ou protocoles à la Convention;
4. Recommande que des mesures supplémentaires soient prises pour renforcer la procédure de notification en application de la Convention.

Appendice

STRUCTURE ET FONCTIONS DU COMITÉ D'APPLICATION ET PROCÉDURES RELATIVES À L'EXAMEN DU RESPECT DES OBLIGATIONS

Structure

1. Le Comité comprend huit Parties à la Convention. Les Parties élisent au Comité, dès que possible, quatre Parties pour un mandat [de deux ans] et quatre autres pour un mandat [d'un an]. À chacune des sessions suivantes, la Réunion des Parties élit quatre nouvelles Parties pour un mandat [de deux ans]. Les Parties sortantes peuvent être réélues pour un deuxième mandat consécutif, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement dans un cas donné. Le Comité élit son président et un vice-président.

Réunions

2. Le Comité se réunit au moins une fois par an, à moins qu'il n'en décide autrement. Le secrétariat prend les dispositions nécessaires pour organiser ses réunions et en assurer le service.

Objectifs et fonctions du Comité

3. L'objectif du Comité est d'aider les Parties à se conformer pleinement aux obligations qu'elles ont contractées en vertu de la Convention. À cette fin, il :

- a) Examine toute question dont il est saisi ou qui lui est renvoyée en application des paragraphes 4 et 5 ci-dessous en vue de régler ladite question de manière constructive;
- b) Examine à intervalles réguliers, conformément à toutes directives ou critères formulés par la Réunion des Parties, le respect par les Parties des obligations qu'elles ont contractées en vertu de la Convention en se fondant sur les éléments d'information fournis dans leurs rapports;
- c) Établit les rapports visés au paragraphe 10 en vue de fournir une assistance appropriée à la Partie ou aux Parties concernées, notamment en identifiant les problèmes et leur apportant une solution; donnant des avis et des recommandations concernant des points de procédure ainsi que des questions techniques ou administratives; et donnant des conseils au sujet de la compilation et de la communication des informations;
- d) Établit, à la demande de la Réunion des Parties et sur la base de l'expérience pertinente éventuellement acquise dans le cadre de l'accomplissement des fonctions visées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus, un rapport sur le respect ou l'application d'obligations spécifiques énoncées dans les dispositions de la Convention.

Communications des Parties

4. Le Comité peut être saisi d'une question par :

a) Une ou plusieurs Parties à la Convention qui ont des réserves quant à la façon dont une autre Partie s'acquitte des obligations qui lui incombent en vertu dudit instrument. Les communications portent uniquement sur cette réserve et sont adressées par écrit, par le service compétent de la Partie en question au secrétariat, informations corroborantes à l'appui. Dans les deux semaines qui suivent la réception de cette communication, le secrétariat en envoie copie au service compétent de la Partie mise en cause. Toute réponse à la communication et toutes informations étayant cette réponse doivent être soumises au secrétariat et aux services compétents des Parties concernées dans les trois mois qui suivent ou à l'issue d'un délai plus long si les circonstances en l'espèce l'exigent. Le secrétariat transmet la communication et la réponse, ainsi que toutes les informations les corroborant et les étayant, au Comité, qui examine la question aussitôt que possible; ou

b) Une Partie qui arrive à la conclusion qu'en dépit de tous les efforts qu'elle a pu déployer de bonne foi, elle est ou sera incapable de s'acquitter pleinement de ses obligations en vertu de la Convention. Dans sa communication, qui doit être adressée par écrit au secrétariat, la Partie concernée explique, en particulier, les conditions précises qui, selon elle, sont à l'origine de sa défaillance. Le secrétariat transmet cette communication au Comité, qui l'examine aussitôt que possible.

Communications du secrétariat

5. Lorsque le secrétariat se rend compte qu'une Partie ne s'acquitte peut-être pas de ses obligations, il peut prier la Partie en question de fournir les informations nécessaires à ce sujet. Si aucune réponse n'est reçue ou si la question n'est pas réglée dans un délai de trois mois, ou dans un délai plus long si les circonstances en l'espèce l'exigent, le secrétariat porte la question à l'attention du Comité.

Initiative que peut prendre le Comité

6. Lorsque le Comité se rend compte qu'une Partie ne s'acquitte peut-être pas de ses obligations, il peut prier la Partie en question de fournir les informations nécessaires à ce sujet. La réponse et les informations étayant celle-ci doivent être fournies au Comité dans un délai de trois mois, ou dans un délai plus long si les circonstances en l'espèce l'exigent. Le Comité examine la question aussitôt que possible en tenant compte de toute réponse que la Partie en question pourra fournir.

Collecte d'informations

7. Pour faciliter l'accomplissement de ses tâches telles qu'elles sont visées au paragraphe 3 ci-dessus, le Comité peut :

a) Demander, par l'entremise du secrétariat, un complément d'information sur les questions qu'il examine;

- b) Recueillir, à l'invitation de la Partie d'origine et/ou de la Partie touchée, des informations sur le territoire de cette Partie;
 - c) Examiner toute information transmise par le secrétariat au sujet du respect des dispositions de la Convention;
 - d) Consulter les éléments de la base de données établie dans le cadre de la Convention;
 - e) Solliciter les services d'experts scientifiques ou d'autres avis techniques, selon qu'il conviendra.
8. Le Comité respecte le caractère confidentiel de toute information qui lui a été communiquée sous le sceau du secret.

Droit de participation

9. Une Partie concernée par une communication ou une question dont est saisi le Comité ou qui présente une communication est en droit de participer à l'examen, par le Comité, de cette communication ou de cette question, mais ne prend part à l'élaboration ou à l'adoption d'aucun rapport et d'aucune recommandation du Comité. Le Comité envoie copie du projet de rapport ou de recommandations aux Parties concernées et tient compte, lors de l'établissement de la version définitive, de tout argument présenté par ces Parties.

Rapports du Comité à la Réunion des Parties

10. Le Comité présente au moins [une fois par an] à la Réunion des Parties, par l'entremise du secrétariat, un rapport sur ses activités et fait les recommandations qu'il juge appropriées, compte tenu des circonstances de la question, au sujet du respect des dispositions de la Convention. Il met au point chacun de ses rapports au plus tard 10 semaines avant la session de la Réunion des Parties à laquelle ledit rapport doit être examiné.

Compétence des membres du Comité

11. Si, du fait de l'application du paragraphe 9, le Comité ne compte plus que cinq membres ou moins, le Comité porte immédiatement la question à l'attention de la Réunion des Parties.

Examen par la Réunion des Parties

12. Les Parties peuvent, après examen du rapport et de toute recommandation du Comité, arrêter les mesures voulues pour obtenir le respect intégral des dispositions de la Convention, y compris des mesures visant à favoriser le respect, par une Partie, des obligations qui lui incombent. Les Parties ne ménagent aucun effort pour prendre une telle décision par consensus. Si toutes les solutions visant à parvenir à un consensus ont été épuisées sans qu'aucun accord ne soit conclu, cette décision est adoptée, en dernier ressort, par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes lors de la réunion.

Relation avec le dispositif de règlement des différends et la procédure d'enquête

13. En tant que mécanisme non conflictuel et orienté vers l'assistance, la présente procédure d'examen du respect des obligations est sans préjudice des dispositions de l'article 15 de la Convention relatives au règlement des différends.

14. Lorsqu'une Partie a demandé qu'une question fasse l'objet d'une procédure d'enquête en application du paragraphe 7 de l'article 3, ladite question ne peut faire l'objet d'une communication ou d'un renvoi au Comité au titre de la présente décision.
